

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention  
des risques environnementaux

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
portant enregistrement d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU le Code de l'environnement et ses annexes ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2010, autorisant la SCEA de la PIERRE BLEUE à exploiter au lieu-dit « Restelan » à Saint-Igeaux, un élevage porcin de 4727 places pour animaux équivalents ;
- VU la demande présentée le 12 juillet 2017 par SCEA de la PIERRE BLEUE représentée par Monsieur Dominique Guegan, dont le siège social est situé au lieu-dit « Restelan » à Saint-Igeaux en vue d'effectuer à cette adresse une restructuration interne avec diminution des effectifs porcins, soit après projet 3220 animaux-équivalents ainsi que la mise à jour de la gestion des déjections ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 2 février 2018 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'élevage est dûment autorisé et que cette restructuration interne de l'élevage ne constitue pas une modification notable ;

CONSIDERANT que le plan de gestion des déjections et notamment le PVEF répond à la réglementation en vigueur et que le principe de la non dégradation en phosphore en bassin eutrophe est respecté ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'enregistrement**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2010 sont modifiées comme suit :

« La SCEA de la PIERRE BLEUE, ci après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Restelan » à Saint-Igeaux est autorisée à exploiter à cette adresse sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3220 places animaux équivalents ; »

## Article 2 : Nature des installations

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2010 sont modifiées comme suit :

« 2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2102	2;a)	E	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Animaux équivalents	>450	Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré = 0,2 AE	3220	AE

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

### 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelle et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelle
Saint-Igeaux	porcin	ZI	64 A

### 2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Place animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	PAE maternité : 264 PAE gestante-verraterie : 1263	540	509
Porcs charcutiers (>30kg)	1390	1390	4653
Porcelets	252	1260	9966
Quarantaine	51		

### 2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

## Article 3 – Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

### 3-1 : Sécurité

3.1.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.1.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.1.3. – L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

3.1.4. - A défaut de disposer de moyens suffisants de lutte contre l'incendie implantés à moins de 200 m au plus du risque ou d'un avis favorable des services d'incendie et de secours sur les moyens alternatifs de lutte contre l'incendie proposés par l'exploitant, celui-ci devra mettre en œuvre une réserve d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction d'un sinistre dans un délai de 6 mois.

#### **Article 4 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Igeaux pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Igeaux pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

#### **Article 5 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

#### **Article 6 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Saint-Igeaux et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le  
~~Pour le Préfet,~~  
**Le Sous-Préfet,**  
~~Directeur de Cabinet~~

**19 FEV. 2018**

**Franck LEON**

